

feuillet d'information produit par la**TABLE DE CONCERTATION SUR LES DROITS HUMAINS AU
CONGO/KINSHASA**

Entraide missionnaire, 15, De Castelnau Ouest, Montréal (Qc) H2R 2W3 Tél. (001/514) 270-6089 Fax 270-6156

17 octobre 1997**N° 132****Un régime sans appui populaire**

Après plus de 150 jours aux rênes de l'Etat, le président auto-proclamé Kabila et son AFDL semblent en voie de perdre le soutien de la population qui les avait accueillis avec ferveur. C'est que, non préparé à l'exercice du pouvoir et gardant en méfiance l'opposition "interne", le nouveau régime se referme sur lui-même, accumule les erreurs et réprime avec violence toute contestation. Déçue, la population qui attendait les retombés de la fin de la dictature, ne perçoit des nouvelles autorités que leur volonté de contrôler une réalité qu'elles comprennent mal en ignorant et méprisant les compétences locales.

Les premières décisions pour changer la situation chaotique laissé par Mobutu, s'avèrent maintenant des freins importants au redressement du pays. Ainsi, au niveau économique, les mesures visant à faire baisser l'inflation et à stabiliser le taux de change ont atteint leur objectifs mais, faute de vision plus large, contribuent à ralentir l'économie; aujourd'hui les billets manquent dans la plus grande des trois zones monétaires du pays (Kasaï, Katanga et le reste du pays) et on hésite entre une réforme de grande envergure ou le recours à la planche à billets. Pendant ce temps, les échanges commerciaux diminuent et les fonctionnaires demeurent impayés depuis juin dernier. Les enquêtes en cours actuellement pour débusquer les fraudeurs des entreprises d'Etat paralysent leurs activités et mettent en chômage temporaire des travailleurs qui bénéficiaient encore d'un salaire régulier. La volonté de stopper le développement de l'économie informelle qui avait pourtant assuré la survie d'une grande partie de la population, pousse les petites entreprises à fermer en les obligeant à payer taxes et redevances à l'Etat.

Par ailleurs, la rentrée scolaire a été le théâtre d'un cafouillage important; on se souvient que le ministère de l'Education, en juin dernier, avait autorisé les élèves qui n'avaient pas

¹ Pour ceux et celles qui ne seraient pas déjà abonnés à Info-Congo/Kinshasa et qui voudraient le faire, il suffit d'acheminer une demande à l'Entraide missionnaire dont l'adresse apparaît en en-tête et de joindre un chèque ou mandat-poste au montant de 15\$ canadiens ou américains. .

acquitté leurs frais scolaires à passer quand même les examens de fin d'année provoquant la colère d'autres écoliers mais surtout des directions d'école qui ne parvenaient plus à combler leur budget. D'autre part, après avoir décrété en juin dernier, la fin des contributions parentales pour les écoles publiques, le ministère est revenu sur sa décision et annonçait, à la veille de la rentrée, un taux uniforme pour les contributions parentales. Insatisfaites, les écoles dont la responsabilité a été confiée à des églises par "convention", ont refusé d'appliquer ces taux imposés et réclamé d'être consulté.

Offensive du pouvoir contre la presse

Après l'interdiction des activités des partis politiques, on assiste maintenant à une épreuve de force entre le pouvoir et la presse congolaise. En effet, la presse de Kinshasa est devenue la cible d'attaques répétées de la part du nouveau régime parce qu'elle dénonce journallement les erreurs du nouveau pouvoir: l'arrestation des barons de l'ancien régime, sauf ceux appartenant à la région d'origine de Kabila; la création d'une sorte de milice semblable à la DSP de Mobutu; la prise en otage de Kabila par des "étrangers" installés aux postes de commandement dans la hiérarchie militaire et gouvernementale; la stabilité factice de l'économie nationale; le clientélisme politique comme au temps de Mobutu; et bien d'autres encore. De quoi déplaire au pouvoir en place!

Pourtant, c'est cette même presse qui avait soutenu, par ses écrits, la rébellion de Kabila contre le régime de Mobutu. La médiatisation de cette rébellion avait concouru à faire accepter Kabila comme un libérateur.

Malgré les apparences, la presse kinoise n'a pas voulu se constituer comme une opposition au régime. Avec la population congolaise, elle avait espéré que l'action de Kabila serait différente de celle de Mobutu. Les journalistes continuent de saluer certaines initiatives louables qui vont dans le sens de la reconstruction du pays, mais ils se font de plus en plus les porte-parole de la majorité des gens aujourd'hui déçue.

Cette attaque contre la presse a pris différents aspects: les journaux publiés dans la capitale sont maintenant saisis à l'aéroport de Kinshasa pour les empêcher d'atteindre l'intérieur. A la télévision, l'émission "Kiosque à journaux" qui passait en revue la presse écrite, a été supprimée le 22 septembre par le directeur général de la radio-télévision nationale. Les seules analyses permises sont celles des ministres qui viennent commenter quotidiennement leurs décisions. De plus, des hommes en uniforme opèrent des rafles dans les kiosques à journaux ou encore confisquent les journaux des revendeurs à la criée; certains sont conduits, manu militari, dans des postes de police.

Mais d'une manière plus dramatique, ces attaques ont aussi porté contre les éditeurs et les journalistes: le 8 septembre 1997, l'éditeur du journal *Le Phare*, Polydor Muboyayi, a été arrêté et est toujours en détention; ensuite le 28 septembre, l'éditeur du journal *Le Palmarès*, Michel Luya, a subi le même sort et, le même jour, on a tenté d'enlever l'éditeur du journal *Le Potentiel*, Modeste Mutinga, et son rédacteur en chef, Timothée Tshidibi.

Contre ces entraves à la liberté de la presse, une solidarité nouvelle s'est dégagée: tous les journaux ont participé à une "journée sans journaux" et une marche de protestation pour obtenir la libération des journalistes incarcérés, est en préparation.

Comme on le voit, actuellement en RDC, le pouvoir et la presse vivent comme chien et chat. L'issue de la bataille n'est pas encore certaine. Mais si le pouvoir réussit à museler la presse après avoir interdit les activités politiques, quelle sera sa prochaine cible? Les associations de défense des droits de la personne sans doute, elles qui, avec patience et courage recensent, documentent et rapportent les "bavures" du régime Kabila un peu partout au pays.

Mesures de contrôle de l'armée

Si l'on voit moins que du temps de Mobutu des barrages de militaires extorquant biens et argent pour survivre, la population craint toujours les soldats. Chaque nuit, des gens sont tués, au point qu'un témoin écrivait au début de septembre: "*Rencontrer un militaire n'inspire pas la sécurité, mais la menace de vol, de viol ou de mort ... pour notre peuple ...!*" Les gens ayant quelques biens et les communautés religieuses ont dû leur abandonner argent et véhicules, qu'ils ne revoient plus par la suite malgré des plaintes auprès des autorités.

Des mesures ont été prises récemment contre certains soldats. Le 13 septembre, le Conseil national de sécurité, présidé par le major Masasu Mindanga, a présenté des excuses publiques pour l'insécurité causée par des membres de l'armée de la RDC; le Conseil a déclaré à la télévision que les services de sécurité n'étaient pas autorisés à arrêter des citoyens sans suivre la procédure légale. Le 20 septembre, des soldats ont tiré des coups de feu en l'air au camp Tshatshi et une cinquantaine d'autres se sont mutinés au camp Badiadingi, tirant en l'air pendant plusieurs heures. Un tribunal militaire a condamné 24 d'entre-eux à des peines allant de 10 à 15 ans d'emprisonnement. Par ailleurs, un autre soldat, faisant partie des gardes de corps du ministre de la Santé, Jean-Baptiste Sondji, a été condamné à mort pour avoir tiré dans la foule à Kintambo; un étudiant a été tué et deux autres blessés, condamnation prononcée par l'auditorat militaire le soir même de l'événement.

Ces mesures visent sûrement à un meilleur contrôle du pouvoir sur l'armée, mais pas nécessairement à enrayer l'insécurité qui serait parfois voulue. L'organisation petit à petit d'une véritable armée nationale permettra-t-elle une meilleure convivance entre la population et l'armée?

Guerre totale à l'Est

L'annonce à Kinshasa, le 10 septembre, de la formation d'une *commission de pacification* pour désamorcer la crise permettait d'espérer que diminue peu à peu la violence qui secoue le Nord et le Sud-Kivu et qu'on chercherait des solutions en dialogue avec tous les acteurs.

Les soldats de l'ancienne armée rwandaise (ex-FAR) et les miliciens rwandais interahamwe lancent régulièrement des attaques à l'ouest du Rwanda à partir du territoire congolais.

Il semble bien que la volonté d'écraser les rébellions l'ait emporté sur celle de dialoguer et que le président Kabila et le vice-président rwandais, le général Kagame, se soient entendus pour nettoyer par la force des armes les abords de leurs frontières. C'est sans doute la raison pour laquelle les autorités congolaises ont ordonné le 3 octobre au Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés de quitter immédiatement la région de Goma et qu'elles lui ont limité l'accès aux réfugiés des environs de Bukavu, tout en lançant une campagne de dénigrement du HCR, l'accusant d'armer les réfugiés rwandais. En même temps, tous les réfugiés rwandais ont été priés de quitter le pays et la frontière entre le Rwanda et le Congo a été fermée. Malgré les protestations du HCR et les accords internationaux que la RDC a signé concernant les réfugiés, des centaines d'entre eux ont été ramenés de force au Rwanda.

Lors de sa visite à Kigali les 8 et 9 septembre, Kabila aurait demandé à ses interlocuteurs de **retirer du Congo les troupes rwandaises** et de se faire plus discrets. En effet, la population congolaise supporte de plus en plus mal ce qu'elle considère comme une occupation rwandaise. Des rumeurs surgissent selon lesquelles les Rwandais emportent au Rwanda les richesses du pays. On a vu des milliers de soldats rentrer au Rwanda. Sur la route du retour, ils auraient perpétré de nombreux pillages. Leur départ s'est accompagné de l'exode de plus de 7 000 Tutsis congolais de la zone du Masisi, qui ne s'estimaient plus en sécurité sans leur *protecteurs*. Le 28 septembre, le président rwandais, Pasteur Bizimungu, annonçait que l'essentiel des troupes rwandaises s'était retiré du Congo; seuls quelques experts militaires

restaient sur place pour la formation de l'armée. Il y aurait cependant des milliers de soldats rwandais combattant actuellement aux côtés des soldats AFDL dans l'Est de la RDC.

Le ministre des Finances a représenté la RDC à l'**Assemblée annuelle des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale)** tenue à Hong Kong du 23 au 25 septembre dernier. A son retour, le ministre a fait savoir que le Congo devait concevoir des programmes solides avant de recourir à l'aide internationale. En fait le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne, ainsi que des investisseurs sérieux, conditionnent leurs interventions financières aux règlements du différend entre la RDC et la commission de l'ONU chargée d'enquêter sur les allégations de massacres et la décrispation du climat politique.

Le 6 octobre, le ministre de l'Intérieur de la Zambie, Chitalu Sampa, a déclaré que son pays suspendait sa proposition d'entraîner la police de la RDC, parce que les relations entre les deux gouvernements étaient toujours instables.

Du 10 au 12 octobre s'est tenue à Washington une **Conférence sur la reconstruction du Congo-Zaïre**, à l'invitation du *Rassemblement pour la nouvelle société* (RNS). Y ont participé des représentants des forces vives de la RDC: des partis politiques, des ONG, du monde scientifique et universitaire, syndical et religieux. Pour contrer "*les options totalitaires catastrophiques prises par le Gouvernement de l'AFDL*", la conférence a fait des recommandations qui sont en fait un ultimatum au pouvoir en place: le gouvernement AFDL doit immédiatement mettre en pratique le respect absolu des droits de l'homme, libérer tous les prisonniers politiques et d'opinion, procéder à l'évacuation immédiate de toutes les troupes étrangères, y compris les instructeurs militaires non congolais, entamer endéans les 2 mois une concertation avec toutes les forces démocratiques.